

Reporters sans Frontières et les Droits de l'homme au Tibet

Anna Louédec ¹

Le parcours de la flamme olympique avant les Jeux de Pékin à l'été 2008 a été marqué par une agitation particulièrement ample en France du fait de la mobilisation de l'association de défense des journalistes *Reporters sans Frontières* (RSF) et de son secrétaire général Robert Ménard. Celui-ci n'a pas hésité à escalader la cathédrale Notre-Dame à Paris. Cette visibilité médiatique permettant à *RSF* de renforcer l'appel au boycott de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, afin de pousser les gouvernements à réagir et à cesser de cautionner le régime chinois, certes en transition démocratique, mais dont l'attitude peu respectueuse des Droits de l'homme au Tibet suscite la révolte de ses détracteurs.

RSF n'a pas été seule à faire campagne, des groupes pro-tibétains se sont également engagés et la population française s'est majoritairement positionnée contre la politique du président chinois Hu Jintao. Néanmoins, ce sont les actions spectaculaires de Robert Ménard qui ont eu le plus d'impact, au point que Vincent Brossel, responsable de la zone Asie-Pacifique pour l'organisation, considérait déjà cette campagne comme un succès en juin dernier ².

Robert Ménard escalade Notre-Dame

Le 7 avril 2008 au matin, jour du passage de la flamme olympique à Paris, Robert Ménard, secrétaire général de *Reporters sans Frontières*, ne se présente pas à plusieurs émissions de radio auxquelles il était censé participer ³. Au même moment, deux grandes banderoles sont déroulées sur la façade de Notre-Dame : l'une est noire ; l'autre représente le drapeau tibétain ⁴. Depuis la veille, Ro-

1. *Master Affaires internationales, Institut d'études politiques de Paris ; stagiaire à l'Institut de recherche pour le développement (IRD).*

2. Vincent Brossel, propos recueillis par Anna Louédec, 6 juin 2008.

3. Cf. Ariane Chemin, « Robert Ménard. Le grain de sable des JO », *Le Monde*, 9 avril 2008, p. 19.

4. *AFP*, 8 avril 2008, « Reporters sans Frontières inspirée par le mode d'action de Greenpea-

bert Ménard et Jean-François Julliard, responsable de la recherche à *RSF*, ont investi le sommet de Notre-Dame et y ont campé en compagnie de deux guides de haute montagne les ayant assistés lors de l'escalade de ladite cathédrale. Au mois de mars précédent, Robert Ménard et deux militants de son association s'étaient rendus à Olympie, en Grèce, pour perturber l'allumage de la flamme olympique ; ils avaient déployé derrière le responsable chinois du comité d'organisation des Jeux olympiques, Qi Liu, une banderole représentant les cinq anneaux olympiques en forme de menottes et dessinée par l'agence *Alice* en avril 2001 pour *RSF* donc avant même l'attribution des Jeux à la Chine par le CIO (Comité international olympique). L'association avait ensuite fait imprimer de nombreux T-shirts noirs avec ce même logo et certaines personnalités politiques et stars françaises décidé d'en porter lors du parcours de la flamme.

L'appel au boycott de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Pékin 2008

Le boycott réclamé porte seulement sur la cérémonie d'ouverture et non sur l'ensemble des Jeux. Comme s'en explique Vincent Brossel, la cérémonie d'ouverture est l'événement politique majeur, l'occasion pour le président Hu Jintao, alors maître de cérémonie, de légitimer sa politique aux yeux du monde entier. Quant *RSF* demande aux gouvernements de ne pas se rendre à cet événement, c'est une manière de les engager à dénoncer les abus du régime chinois avant les Jeux afin d'accentuer la pression sur Pékin.

Par ses actions spectaculaires, l'association française a qui plus est amplifié la médiatisation des partisans du boycott, soit des groupes pro-tibétains dénonçant la répression du gouvernement chinois au Tibet, ou encore des citoyens de tous pays scandalisés par les agissements du régime de Hu Jintao. D'après Vincent Brossel, le président chinois ne peut plus désormais imposer l'idée que sa politique serait soutenue par une majorité de gouvernements dans le monde. L'ampleur de la mobilisation a désavoué, du moins en France, la complaisance officielle à l'égard du régime chinois – patience et compromis, eu égard aux efforts de démocratisation ; alors que s'en trouvait par trop négligée la politique répressive vis-à-vis des mouvements d'opposition et minoritaires, notamment au Tibet. Un positionnement en vogue chez de nombreuses élites françaises depuis l'époque Chirac, caractérisée par d'excellentes relations franco-chinoises. Toujours selon Vincent Brossel, une majorité de Français se sont désormais prononcés en faveur du boycott de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques,

obligeant les politiques à infléchir leur stratégie diplomatique à l'égard de Pékin. Le gouvernement français conservant néanmoins une attitude passablement neutre et refusant de compromettre ses relations avec la Chine, puissance montante sur la scène internationale et donc partenaire stratégique de taille. La mobilisation contre le régime de Hu Jintao a pu être au demeurant vécue comme une ingérence injustifiée dans les affaires intérieures de la Chine, voire comme une attaque « raciste » par des ressortissants chinois vivant en France ou des Français d'origine chinoise au moment des incidents survenus lors du passage de la flamme.

Quelle efficacité ? Spectacle vs. rigueur

Un mode d'action spectaculaire

RSF n'hésite pas à affirmer un point de vue radical au risque de se faire des ennemis. La stratégie de l'association française consiste à attirer l'attention des médias pour diffuser son message le plus largement et le plus efficacement possible afin que les décideurs politiques se sentent obligés de réagir concrètement contre les régimes accusés de ne pas respecter les Droits de l'homme. En cela, elle s'inspire de ce qui a fait le succès et la renommée internationale de *Greenpeace*, une organisation connue pour ses actions dites de « confrontation directe non-violente »⁵. Le 29 janvier 2007, par exemple, jour d'ouverture de la réunion des experts du GIEC (Groupement Intergouvernemental d'experts sur l'Évolution du Climat), *Greenpeace* avait suspendu trois banderoles à la Tour Eiffel et invité par là les gouvernements à prendre les mesures nécessaires pour limiter le réchauffement climatique. La mobilisation par *RSF* lors du passage de la flamme est à l'évidence similaire. Les deux organisations jouent sur le *storytelling*, l'événement à rapporter, un critère de choix pour les médias qui « font » justement leur audience sur ce genre de divertissement. Le spectaculaire appelle certes de nombreuses critiques : simplification manichéenne de la réalité ou intransigeance des opinions défendues. *Reporters sans Frontières* et *Greenpeace* considèrent toutefois sans doute que l'efficacité et la portée de messages extrêmement médiatisés valent le risque de la critique, voire de la poursuite en justice, surtout quand on est certain de son droit et de la justesse de l'engagement. On peut même avancer que la notoriété de *RSF* profite de la « publicité » des accusations dont l'association fait l'objet.

5. *Ibid.*

Des analyses manquant parfois de rigueur

Pour susciter le débat citoyen et politique, *Reporters sans Frontières* n'hésite pas à dénoncer radicalement les régimes qu'elle juge peu respectueux de la liberté de la presse et des Droits de l'homme. Or, en faisant le choix d'un registre de mobilisation sensationnaliste, l'association s'expose à des critiques d'absence de nuance, de parti pris idéologique, de positions controversées et contestables. Elle a déjà été accusée de subordination aux intérêts américains lors de la campagne contre les arrestations massives de dissidents (dont son correspondant local) par le régime de Fidel Castro à Cuba en 2003. Comme le montre Vincent Brossel, l'association est devenue une cible de choix pour les mouvements pro-castristes et de soutien aux régimes dits de gauche en Amérique latine, dès lors que ces groupes ont vu leur soutien populaire s'ébranler avec la vague d'arrestations d'opposants cubains.

Outre ces critiques néanmoins peu étayées, *Reporters sans Frontières* est critiquée pour préférer l'hyperbole aux analyses de fond. Tant il est vrai que sa méthodologie en matière de liberté de la presse dans le monde ne répond pas à tous les critères scientifiques attendus d'une base de données, notamment en ce qui concerne son recensement annuel du nombre de journalistes tués dans l'exercice de leur profession ⁶. Ce qui amène à s'interroger quant à la crédibilité et à la pertinence de sa mobilisation sensationnaliste. Certes, il faut lui reconnaître le mérite d'animer le débat sur la liberté de la presse dans le monde et plus largement sur les violations des Droits de l'homme. Mais cette agitation médiatique mise à part, ne peut-on s'interroger sur l'efficacité réelle d'une campagne en faveur du boycott de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques dès lors qu'a été constaté un certain manque de rigueur analytique de l'organisation ?

Lien direct ou grand écart entre la campagne pour les Droits de l'homme au Tibet et la défense de la liberté de la presse ?

Autre interrogation sur le fond des mobilisations de *RSF* : quel rapport y a-t-il à première vue entre la campagne pour la défense des Droits de l'homme au Tibet et le mandat de l'association qui est de défendre la liberté de la presse dans le monde ? En réalité, *RSF* n'en est pas à son premier « débordement » ou à sa première substitution de mandat. Créée dans une optique plutôt critique vis-à-vis

6. Pour plus de précisions concernant la méthodologie de *Reporters sans Frontières*, cf. l'Observatoire de l'action humanitaire, rubrique « capacité d'analyse », <www.observatoire-humanitaire.org/fusion.php?l=FR&id=33>.

de la presse traditionnelle, elle se rapproche aujourd'hui davantage d'une organisation « corporatiste » défendant la liberté d'expression dans le monde entier.

Du « journalisme alternatif » à la défense de la liberté de la presse dans le monde

RSF est paradoxalement créée en 1985 afin de contrebalancer une presse jugée trop sensationnaliste. L'association s'attachera à sensibiliser l'opinion sur les problèmes du tiers-monde et à dépasser les situations d'urgence. Vincent Brossel explique que *RSF* se voulait plutôt « complémentaire » et souhaitait apporter un supplément à une presse ne disposant pas toujours des moyens permettant de mener des reportages « de fond ». Dès 1987-1989, un premier changement de mandat s'opère à l'initiative du secrétaire général et membre fondateur Robert Ménard. Celui-ci veut défendre la liberté d'expression dans le monde, une ambition qui se substituera peu à peu au « journalisme alternatif » des grands reportages d'origine. L'association commencera à publier un rapport annuel sur l'état de la liberté de la presse, avec notamment un « baromètre » recensant le nombre de journalistes tués pour activité professionnelle. Alors que Rony Brauman et Jean-Claude Guillebaud, eux aussi membres fondateurs, plaident pour que *RSF* serve d'instrument de réflexion sur l'éthique de la profession journalistique et sur la marge de manœuvre dont cette dernière jouit le cas échéant. De plus en plus opposés à Robert Ménard, jugé par ailleurs autoritaire, ils finissent par démissionner, le premier en 1993 et le second en 1995. *Reporters sans Frontières* recherchera dès lors la médiatisation et la surmédiatisation sur de nombreux fronts, courant le risque de critiques parfois virulentes et très relayées. Ce sera le cas par exemple en 2000 avec le journaliste tunisien Taoufik Ben Brik qui fait la grève de la faim contre le harcèlement que lui fait subir le régime de Ben Ali et qui est soutenu par *RSF* jusqu'à ce que l'organisation lui retire cet appui en raison de propos haineux à l'égard des dirigeants français. À partir de là, *RSF* sera régulièrement taxée de raisonnement sommaire, ce qui n'entamera d'ailleurs en rien ses campagnes très médiatiques pour la défense des droits des journalistes ⁷.

De la défense des droits des journalistes en particulier au combat pour les Droits de l'homme en général

7. Quant à l'historique de *Reporters sans Frontières*, cf. l'Observatoire de l'action humanitaire, rubrique « historique » : <www.observatoire-humanitaire.org/fusion.php?l=FR&id=33>.

Après ce premier virage paradoxal, puisque à la dénonciation du sensationnalisme des médias traditionnels succède un combat tout aussi sensationnaliste pour la liberté de la presse, il n'était pas vraiment surprenant que *RSF* « étende » encore sa mission aux Droits de l'homme en général. D'où la forte mobilisation de l'association contre la répression au Tibet du fait du régime chinois.

Pertinence et objectifs d'un boycott dont les précédents historiques ont révélé les effets mineurs, voire néfastes et imprévisibles ?

Mais au-delà de l'agitation médiatique, il y a lieu de s'interroger quant aux effets positifs que *RSF* espère provoquer. Si l'organisation demande aux chefs d'État et de gouvernement de ne pas se rendre à la cérémonie d'ouverture des Jeux afin de faire pression sur le régime de Hu Jintao, elle ne réclame pas de mesures concrètes et immédiates en faveur de la population tibétaine. Contrairement à *Greenpeace* qui demande par exemple le rejet d'un nouveau projet de réacteur nucléaire jugé dangereux après avoir escaladé la tour de refroidissement de la centrale de Belleville-sur-Loire en France au mois de mars 2007 ⁸, *RSF* reste assez générale voire vague dans son engagement tibétain.

En outre, l'impact et le succès d'un boycott, si tant est que celui-ci ait lieu, semblent très incertains. Les précédentes actions politiques contre ou pendant les Jeux olympiques tenaient davantage du symbole, certes fort mais peu décisif. Le premier boycott des Jeux (dans leur intégralité) eut lieu à Athènes en 1896, la Turquie refusant de se rendre en Grèce à cause des différends entre les deux pays ; ce qui n'allait pas contribuer à améliorer les relations entre les deux pays. En 1968 aux Jeux d'été de Mexico, les athlètes noirs-américains Tommie Smith et John Carlos, recevant sur le podium les médailles d'or et de bronze du 200 mètres, baissèrent la tête et levèrent leur poing ganté de noir quand retentit l'hymne américain, affichant de la sorte leur soutien aux *Black Panthers* et au *Black Power* ⁹ ; or ce sont davantage les émeutes des années 1960 qui poussèrent finalement le gouvernement américain à abandonner sa politique de ségrégation. Autre cas de boycott, en 1980, quand les États-Unis, suivis par 62 pays, décidèrent de ne pas envoyer d'athlètes aux Jeux d'été organisés à Moscou pour

8. Cf. le site web de l'association, <www.greenpeace.org/france/news/20070327-centrale-belleville-sur-loire>.

9. Cf. le site officiel des Jeux olympiques, <www.olympic.org/uk/games/past/innovations_uk.asp?OLGT=1&OLGY=1968>.

protester contre l'intervention soviétique en Afghanistan en décembre 1979¹⁰ ; si ce boycott put être considéré comme un succès, il ne provoqua certainement pas le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan ; l'URSS allait retirer ses troupes en février 1989 parce qu'elle avait perdu la guerre contre la résistance armée des moudjahidin afghans et qu'elle commençait à s'effondrer. Sans compter l'échec du régime soviétique qui refusa en représailles de se rendre à Los Angeles aux Jeux de 1984 mais ne réussit pas à entraîner avec lui plus de 13 pays majoritairement issus du bloc de l'Est.

Des internautes chinois ne vont-ils pas d'ailleurs justement lancer un appel au boycott des produits de l'enseigne française Carrefour, relativement bien implantée en Chine. Semblables embargos ou boycotts, s'ils visent à faire pression sur les pays concernés pour divers motifs politiques – élections irrégulières, lutte contre le terrorisme, promotion des Droits de l'homme, exigence de désarmement, abandon du nucléaire, etc. – affectent en outre plus durement les populations civiles, avec des difficultés économiques et sociales ou une répression accrues. Ils sont même d'autant moins efficaces que l'opposition interne au régime en question est muselée, les autorités en place pouvant plus librement choisir de négocier ou non avec les auteurs des sanctions internationales¹¹.

Conclusion

La campagne contre la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Pékin en 2008 aura presque servi de « prétexte » à *Reporters sans Frontières*. Ses actions spectaculaires de « confrontation directe non-violente » inspirées de *Greenpeace* ont permis à *RSF* de pimenter le débat sur le (non-)respect des Droits de l'homme en Chine et de forcer les dirigeants politiques à prendre plus au sérieux les abus du régime de Hu Jintao au Tibet. Par la force des images produites, *RSF* a donné à la condition des Droits de l'homme au Tibet un écho particulier. Mais l'efficacité d'une telle mobilisation pour le peuple tibétain, finalement le premier concerné, demeure très incertaine. Reste à espérer que toute cette agitation médiatique n'entraînera pas une répression encore plus acharnée des Tibétains par le régime chinois.

10. <www.olympic.org/uk/games/past/innovations_uk.asp?OLGT=1&OLGY=1980>.

11. Cf. David Cortright, George Lopez (éd.), *The Sanctions Decade : Assessing UN Strategies in the 1990s*, Boulder (Co.), Lynne Rienner Publishers, 2000, p. 22.